

Haider

Mardi 15 février 2000

Les réactions les plus déterminées envers l'Autriche pourraient peut-être faire revenir le nouveau chancelier sur sa décision de confier des postes à l'extrême droite. Un cordon sanitaire autour de Haider.

Etienne Wasmer est professeur d'économie, Université libre de Bruxelles.

Nous nous interrogeons tous sur la légitimité de l'action des gouvernements européens et des divers groupes de pression pour faire revenir le nouveau chancelier autrichien sur sa décision de donner au parti de Jörg Haider une place importante, voire stratégique, à la direction du pays. Le sentiment de malaise de certains commentateurs reflète trois préoccupations. 1. Ne s'agit-il pas d'une ingérence inacceptable dans la vie d'une démocratie, ne faut-il pas respecter le choix des électeurs autrichiens? 2. Ne contribue-t-on pas à renforcer Haider au sein de son pays, en le présentant comme une victime? 3. Faut-il se focaliser sur les écarts de langage du leader populiste, certes inacceptables, mais qui n'annoncent pas vraiment l'avènement d'une nouvelle dictature nazie en Europe?

La division des droites européennes au sein du PPE souligne la complexité du débat, mais fournit quelques réponses. La première question est de nature juridique. De tous temps, des Etats souverains ont été forcés de prendre des décisions contraires à leurs souhaits. Le fait qu'on conteste la formation d'un gouvernement ne change pas grand-chose: certaines grandes démocraties ont pratiqué cette ingérence, en subventionnant partis,

mouvements et intellectuels, allant jusqu'à financer des révolutions dans des démocraties "au sein de leur sphère d'influence"; c'est la marche du monde. Moins prosaïquement, le concept d'ingérence dans l'Union européenne dont les contours politiques émergent, doit évoluer. Après tout, que l'Autriche se rende compte qu'elle vit dans une Communauté de destins où une vision nationaliste et xénophobe fait horreur.

La deuxième question est une fausse question. En France, les partis de droite comme de gauche ont, pendant des années, rejeté toute alliance avec le Front national, le rendant "intouchable". Plus d'une fois, on a pu douter de l'efficacité de ce cordon de sécurité autour du parti de Le Pen. Et pourtant, en empêchant le FN de venir aux affaires sans être majoritaire, on a créé une tension entre ceux qui, autour de Mégret, aspiraient à gouverner et ceux qui préféraient se radicaliser autour du clan Le Pen. Car, pour passer de 15% ou 30% à 51% de l'électorat, il ne suffit pas de flatter les instincts populistes: il faut proposer une alternative crédible aux pouvoirs en place. Il faut donc parier sur le fait que Haider ne résisterait pas, dans le long terme, à l'absence de son parti dans les institutions autrichiennes. Ce qui est arrivé au FN pourrait et devrait se produire pour Haider: à force de diaboliser, on finit par rallier à soi ceux qui auront estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle, et on renforce ceux que les compromis peuvent répugner. Aidons la fraction sans doute majoritaire des Autrichiens à rejeter ces compromis. La troisième question relève d'une certaine hypocrisie. Un ancien conseiller de Le Pen expliquait que les petites phrases du leader du FN, toujours à la limite du racisme ou de l'antisémitisme, ne servaient qu'à envoyer des signaux à un électorat qui lui avait ce comportement franchement avoué, "en famille". Au fond, tout le monde sait quelles sont les convictions de Haider et à qui il s'adresse: à ceux qui, minoritaires mais nombreux dans son pays, ont collaboré avec le régime nazi,

et autour d'eux, les cohortes de silencieux complaisants. Le droit est impuissant puisqu'on ne peut pas condamner pour des intentions et que les phrases sont très calculées. Mais il ne s'agit pas de droit, il s'agit de valeurs, et il faut sanctionner ce type de signaux pour ce qu'ils sont: une tentative de banaliser les atrocités du régime nazi, de façon à décomplexer cet électorat. Si on croit qu'un des problèmes de l'Autriche, c'est l'absence de dénazification par les alliés, alors on ne peut pas ne pas condamner la prise d'une partie du pouvoir par des hommes politiques qui surfent sur ces valeurs, même avec talent.

Enfin, tout ça n'aurait pas tellement d'importance s'il ne s'agissait que de l'Autriche: jamais, dans notre Europe surinformée, ne se reproduiront les horreurs du siècle passé. Mais ne soyons pas dupes: que se passerait-il si la CDU-CSU allemande, déstabilisée par les affaires autour de Kohl, perdait la perspective de revenir au pouvoir, sauf à faire alliance avec des partis extrêmes, dont on peut craindre l'émergence en particulier en Allemagne de l'Est? Pourra-t-on faire avec l'Allemagne ce qu'on fait avec l'Autriche si des "populistes" allemands arrivaient au pouvoir? La réponse est non. Soit l'Europe entière glisserait vers une politique à la Haider, soit, plus probablement, ses institutions exploseraient. Dans un des excellents albums d'Astérix, Goscinny et Uderzo nous expliquent le principe de la guerre psychologique, qui consiste à asséner de grands coups sur le crâne, non pas de son puissant ennemi, mais de son ami plus petit, de façon à effrayer celui-là. Soyons cyniques: les réactions les plus déterminées envers l'Autriche devraient faire réfléchir ceux qui, en Europe, auraient des tentations malsaines.